Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°44

octobre-décembre 2026

Médias en question

Table des matières

Lorsque l'intox tient lieu de vérité 3
Le trou sans fond de la RTBF..... 11
Les nouveaux (et éternels) codes de la propagande..... 12
Charlie Hebdo, ou comment un journal né dans la contestation a fini par siéger à la table du pouvoir..... 15
Xenia Fedorova et le journalisme d'état-major..... 17
« Libé » et « RSF » : une association de malfaiteurs qui donne le coup de grâce aux journalistes assassinés à Gaza..... 18
Daoud, Sansal, ou l'art d'honorer des tristes sires dont vous ne voudriez pas pour gendres..... 19

Lorsque l'intox tient lieu de vérité



La diffusion par les gouvernements de propagande et de fausses nouvelles n'est pas une nouveauté du XXI° siècle. Ces dernières années, elle a pris une ampleur considérable et son rôle est devenu central dans la politique des dirigeants pour subvertir leurs opinions publiques. Pour les médias dominants, il est de bon ton de dénoncer les *fake news* diffusées sur les réseaux sociaux et d'amalgamer dans le même discrédit de « conspirationnisme », sinon de « négationnisme », tous les médias alternatifs ne partageant pas le narratif établi. Aujourd'hui, ce sont des professionnels, au service d'entités étatiques, qui fabriquent et diffusent à grande échelle, des *fake news* pour induire en erreur l'opinion publique. avec la complicité, volontaire ou involontaire, des médias. Nous allons en analyser quelques unes parmi les plus emblématiques.

L'affaire du faux charnier de Timisoara(1)



C'est l'histoire de fausses informations diffusées sur les victimes de la répression du régime communiste de Roumanie dirigé par Nicolae Ceausescu en décembre 1989 . Les médias occidentaux tombent dans la surenchère de l'horreur. Ainsi, le quotidien *Libération* avec Serge July titre « *Boucherie* ». On y lit : « *Timisoara libéré découvre un charnier.* Des milliers de corps *nus tout juste exhumés, terreux et mutilés, prix insupportable de son insurrection* »[Des journalistes honnêtes ont dénoncé cette mascarade de l'horreur comme Colette Braeckman, « *Je n'ai rien vu à Timisoara* », *Le Soir*, 27 janvier 1990].



L'affaire des « couveuses » du Koweit(2)

Lors de la guerre du Koweit l'intervention d'une jeune fille, nommée Nayirah al-Sabah, présentée comme une infirmière, témoignant en larmes le 14 octobre 1990 devant le Comité des droits de l'Homme du Congrès des États-Unis, a bouleversé l'opinion publique. Elle prétendait que, pendant l'invasion du Koweit par l'armée irakienne, alors qu'elle travaillait dans un hôpital koweïti, elle avait vu *des soldats irakiens sortir des bébés des incubateurs et les déposer par terre*, où ils étaient décédés. En réalité, un groupe désigné comme les Citoyens pour un Koweit libre,[*Citizens for a free Kuwait*], organisé et financé par le gouvernement du Koweit exilé, avait sollicité en 1990 la société de communication *Hill & Knowlton* pour l'assister dans sa campagne visant à influencer l'opinion américaine en faveur d'une intervention armée. C'est *Hill & Knowlton* qui avait monté le scénario de l'infirmière en pleurs, dont on a appris par la suite qu'elle était la fille de l'ambassadeur du Koweit aux États-Unis, Saud bin Nasir Al-Sabah, et que *son récit était entièrement mensonger.* La société a reçu environ 10 millions de dollars pour son travail.



L'affaire des camps de concentration serbe(3)

Pendant le guerre civile bosno-serbe, le dirigeant bosniaque Izetbegovic missionna une société de lobbying *Ruder Finn* en charge de convaincre l'opinion américaine du bien-fondé de sa cause

Mais *Ruder Finn* va réaliser un coup extraordinaire en faisant publier, le 19 juillet 1992, dans le quotidien américain *New York Newsday* un reportage du journaliste Roy Gutman. Dans cet article, intitulé « *Prisoners of Serbia's War* ». Roy Gutman évoque l'existence en Bosnie de camps dans lesquels les détenus ne seraient pas de simples prisonniers de guerre.



Le surlendemain, sous le titre « *Like Auschwitz* », [Comme à Auschwitz, ndt] Gutman publie un autre reportage, dans lequel il affirme, en s'appuyant sur plusieurs témoignages, que les nationalistes serbes *déportent* des civils musulmans et croates dans des *wagons de marchandises plombés*.
Le 2 août 1992, dans le même quotidien new-yorkais, Gutman publie un troisième reportage, intitulé « *Death Camps* » Dans cet article, Gutman qualifie explicitement les camps en question de *« camps de la mort »* (death camps), et affirme que les Serbes ont organisé en Bosnie un *massacre systématique* à grande échelle de la population bosniaque. Les informations données dans ce reportage sont reprises en référence explicite à *Newsday* dans l*a quasi-totalité de la presse française,* dès les éditions du 3 ou du 4 août pour ce qui concerne les quotidiens. Ainsi J.François Bouthors, du journal *La Croix*, titre le 6/08/92 « *Le document qui accuse les Serbes »,* bien évidemment *Le Monde* (08/08/92) et *Libération* (07/08/92) emboîtent le pas… *Ces médias se sont rendus en toute connaissance de cause coupables de diffuseurs de fausses nouvelles, dont l'effet sur l'opinion publique fut dévastateur pour les Serbes.*

L'affaire du prétendu génocide de Srebnica(4)



Srebrenica.

Une étude(5), publiée par une *Commission internationale indépendante sur les souffrances de tous les peuples de la région de Srebrenica entre 1992 et 1995 [ICSR],*présidée *par Gideon Greif,* historien israélien spécialiste de l'histoire des camps de concentration de la Deuxième Guerre Mondiale, souligne qu'à aucun moment, contrairement à l'extermination de populations entières en Arménie par les Turcs pendant la 1ère guerre mondiale, ou celle des Juifs pendant la seconde guerre mondiale, ou plus proche, celle, en 1994, des Tutsis au Rwanda, *il n'y avait pas de volonté des Serbes d'exterminer tous les Bosniaques musulmans* ni à Srebnica ni ailleurs en Bosnie-Herzegovine. L'équipe du professeur Gideon Greif précise que l'article 2 de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ne s'applique donc pas aux Serbes ayant participé à la bataille de Srebnica. La Commission reproche une utilisation abusive du terme de génocide par le TPIY, (Tribunal Pénal International pour la Yougoslavie)qui va finir par dénaturer complètement le sens du mot.

L'affaire du soi-disant massacre de Raçak au Kosovo du 15 janvier 1999(6)



Il serait trop long de rappeler tous les épisodes du conflit au Kosovo. Les forces de l'ordre antiterroristes serbes avaient lancé une opération contre le village de Raçak, fief de l'UCK,(Armée de Libération du Kosovo) qui avait, depuis plusieurs mois, rompu les accords de cessez-le-feu. Les chiffres officiels parlent d'une quinzaine de morts parmi les insurgés. *C'est en réalité le lendemain matin*, que les journalistes et observateurs, encadrés par les militants de l'UCK, subitement réapparus au cours de la nuit, seront dirigés vers un fossé rempli de cadavres de *présumés* civils albanais**.**

Immédiatement, William Walker, à la tête de la Mission de Vérification des violations de l'accord de cessez-le-feu, devant une cohorte de journalistes, déclara précipitamment aux médias, sans même avoir procédé à une enquête, qu'il s'agissait d'un carnage allant jusqu'à la qualifier de *« crime contre l'humanité »*, rendant les Serbes seuls responsables de ces atrocités.

Le président Clinton déclara à chaud qu'il s'agissait de « meurtres délibérés destinés à semer la terreur » et convoqua d'urgence le Conseil atlantique (composé des ambassadeurs des seize membres de l'Alliance) qui condamna le « massacre ». Bien entendu, *l'ensemble des médias reprit d'un seule voix ces informations*, destinées à préparer l'opinion publique, à des représailles contre les Serbes, désignés comme les bourreaux.

Bien plus tard, le docteur Heléna Ranta, responsable de l'équipe de médecins légistes, bien que soumise à de fortes pressions, ne conclut pas à la version de la tuerie telle qu'elle avait été présentée. *L'enquête scientifique ne fournissant aucune preuve*. D'après les médecins légistes venus enquêter sur demande des institutions internationales, toutes les victimes ont été tuées par balles à longue distance, ce qui *dément formellement les commentaires effectués à chaud par Le Monde du 19 janvier 1999 faisant mention d'assassinats « à bout portant ».*

L'affaire du bombardement, attribué aux Serbes, du marché de Markalé en 1994-1995 (7)

La guerre civile en Bosnie Herzégovine dans les années 1990 met aux prises Serbes, Musulmans et Croates dans un conflit fratricide au cœur d'une Europe qui se voulait pacifiée. La guerre semble s'enliser, lorsque deux bombardements au mortier sur le marché dit de Markalé, les 5 février 1994 et 28 août 1995, vont causer respectivement la mort de quatre-vingt et d'une cinquantaine de civils bosniaques musulmans. Après le deuxième massacre, l'émotion est grande et les médias dans une belle unanimité accusent les militaires serbes d'en être les responsables. L'opinion, déjà largement remontée contre les Serbes suite à une désinformation systématique par les médias, est mûre, et, dès le lendemain, commençaient les raids de repré-

sailles de l'OTAN contre les Serbes (3 000 sorties d'avion contre les objectifs civils et militaires sur tout le territoire de la République serbe de Bosnie).



On connaît la suite. La vérité sur ces attaques au mortier ne fut dévoilée que plus tard. *Les enquêtes balistiques prouvèrent que les obus partirent dans les deux cas des lignes bosniaques,* comme l'a confirmé le général Rose lui-même, alors commandant de la Force de protection de l'ONU en Bosnie (FORPRONU)

Le conflit en Syrie aurait été déclenché en 2011 par la répression sauvage par les forces du régime de manifestants pacifiques

Dans son livre,(8) Jacques Baud cite un témoin oculaire des premières manifestations de 2011. Le père jésuite néerlandais Frans van der Lugt écrit que « *dès le début, les manifestations n'étaient pas purement pacifique. J'ai vu des manifestants armés marchant avec les autres manifestants et qui ont tiré sur les policiers les premiers.* » Jacques Baud démontre la stratégie utilisée par les fauteurs de trouble : infiltrer des provocateurs au sein des manifestants, cherchant à éliminer des agents des forces de police, afin de pousser à une escalade de la répression dans le but de générer une insurrection populaire et d'en faire porter la responsabilité aux dirigeants syriens. L'ensemble des médias va reprendre avec constance cette intox durant tout le conflit.



Bachar el Assad « massacreur de son peuple »

Il serait fastidieux de relever toutes les fake news colportées par les médias. Quelques unes méritent de s'y attarder. Pendant toute la guerre civile en Syrie, les médias ont décrit le dirigeant de la Syrie comme celui qui « massacrait son peuple, » en utilisant tous les moyens possibles : barils d'explosifs largués sur les populations civiles d'Alep, destruction du dernier hôpital d'Alep, disparition du dernier médecin d'Alep, utilisation de gaz chimiques, et enfin le fameux « dossier César » devant apporter la preuve de dizaines de milliers d'exécutions dans les prisons syriennes. Là aussi, Jacques Baud déconstruit toutes ces fake news, reprises inlassablement par l'ensemble des médias, comme une mantra ne souffrant aucune remise en cause (9)



L'intox des 30 000 manifestants tués début 2026 en Iran

De violentes manifestations anti régime se sont produites en Iran début 2026. Pendant quelques temps, les autorités semblaient dépassées, mais ont réussi à reprendre la situation en mains, au prix d'une répression violente. Le nombre de victimes, aussi bien forces de l'ordre que manifestants, oscillait entre 2 000 et 3 000, lorsque, soudainement, un nombre de 30 000 morts a fait son apparition et a été repris dans l'ensemble des médias avec une unanimité suspecte. Ce nombre est ensuite devenu un totem, intouchable mais jamais documenté.

Seule Amnesty International, malgré sa position hostile envers Téhéran, s'est abstenue de donner un chiffre précis, se contentant de dire que « des milliers » de personnes étaient mortes. Cette estimation correspond à peu près aux chiffres avancés par Téhéran : la Fondation iranienne des martyrs et des anciens combattants fait état de 3 117 morts, dont 2 427 civils et membres des forces de sécurité. Pour davantage d'infos, se reporter au site en ligne : https://arretsurinfo.ch/lutilisation-cynique-par-loccident-des-figures-de-la-contestation-iranienne/



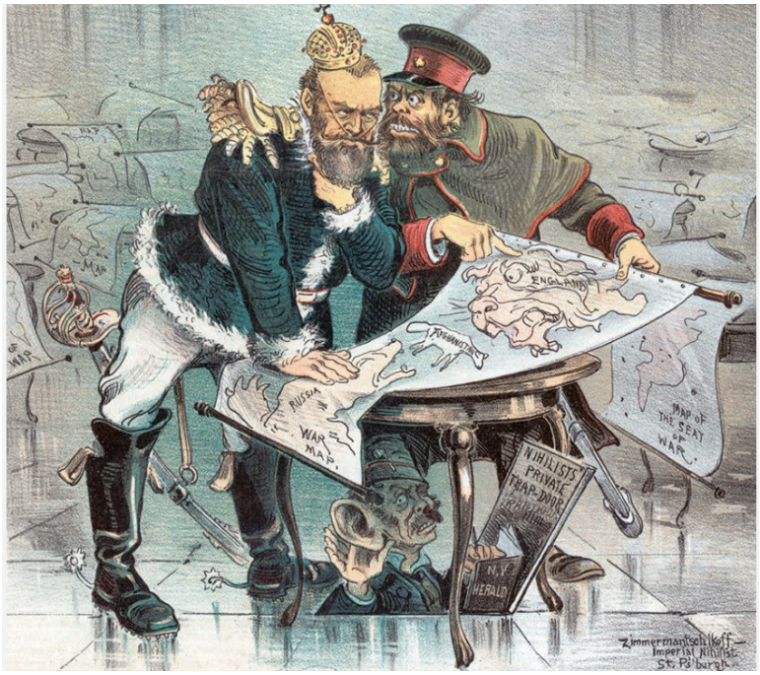
La fake news la plus extravagante de tous les temps

« *L'"invasion" de l'Espagne par des migrants marocains pourrait bien être la fake news la plus extravagante de tous les temps. Selon la version officielle, environ 60 000 hommes, pour la plupart en âge de faire leur service militaire, auraient envahi la ville espagnole de Ceuta le 31 juillet 2026 dans le but de trouver du travail et de "s'assurer une vie meilleure". La vérité, bien évidente, c'est que cette affaire relève d'une vaste et médiocre mise en scène conçue pour saper le soutien dont bénéficie le gouvernement espagnol de gauche et son président ouvertement antisioniste, Pedro Sánchez. Les manipulateurs derrière ce vaudeville pitoyable sont les suspects habituels, Netanyahu et le "petit" Marco Rubio (qui s'est aligné sur les dirigeants dociles du Maroc), pour fabriquer de toutes pièces une fausse crise qui "donnerait une bonne leçon à l'Espagne". »* On consultera à ce sujet la note publiée par Mike Whitney sur le site de Mondialisation. (10)



Conclusion

Jamais, à ma connaissance, aucun de ces médias n'a consenti à faire son mea-culpa et à reconnaître avoir propagé de fausses nouvelles.



Petite histoire de la russophobie

Lorsque, bien longtemps après le soi-disant événement, la vérité est enfin révélée, les médias ignorent l'information, ou la traitent comme un fait-divers anodin et sans importance. *Le public n'apprendra jamais qu'il a été trompé,* mais avec le temps, sa méfiance envers les médias officiels grandit. C'est d'ailleurs, précisément, ce fossé, qui s'élargit entre les médias mainstream et les médias alternatifs,(11) qui va conduire, on peut le craindre, à une censure de plus en plus sévère de ces derniers. Les technologies les plus modernes seront utilisées pour y parvenir. Il est vraisemblable que les services répressifs européens, à l'avant garde de la censure envers la liberté d'expression,(12) envisagent déjà la mis en œuvre de ce processus. L'extension du conflit actuel en Ukraine en une guerre de haute intensité avec la Russie, comme annoncé ouvertement par les plus hautes autorités militaires européennes, en constituera la justification.(13)

MARC Jean
Mondialisation.ca, 14 août 2026

Image en vedette : https://www.magnific.com/fr/photos-vecteurs-libre/lutter-contre-fake-news

Notes :

(1) https://fr.wikipedia.org/wiki/Faux_charnier_de_Timi%C8%99oara
(2) https://arretsurinfo.ch/quand-des-societes-de-communication-fabriquent-des-fake-news/
(3) https://arretsurinfo.ch/quand-des-societes-de-communication-fabriquent-des-fake-news/
(4) https://arretsurinfo.ch/crimes-de-guerre-ou-genocide-a-srebnica/
(5)*https://incomfis-srebrenica.org/*
(6)https://arretsurinfo.ch/massacre-de-boutcha-en-ukraine-en-2022-et-massacre-de-racak-au-kosovo-en-1999/
(7) https://arretsurinfo.ch/les-faux-attentats-font-toujours-recette/
(8) Jacques Baud, *Gouverner par les fake news*, éditions Max Milo, p.111 à 119
(9) Jacques Baud, *Gouverner par les fake news*, éditions Max Milo, p.109 à 159
(10) https://www.mondialisation.ca/la-fake-news-la-plus-extravagante-de-tous-les-temps/5709341?doing_wp_cron=1786691403.9811820983886718750000
(11)https://egaliteetreconciliation.fr/Masse-critique-atteinte-les-reseaux-sociaux-battent-la-tele-80921.html
(12)https://www.mondialisation.ca/la-liberte-dexpression-est-interdite-en-europe/5709446?doing_wp_cron=1786691843.2890379428863525390625
(13)https://arretsurinfo.ch/apres-lukraine-la-baltique/

La source originale de cet article est Mondialisation.c. Copyright © MARC Jean, Mondialisation.ca, 2026

Le trou sans fond de la RTBF



BAM a souvent fustigé la gestion proche des autorités du contenu journalistique de notre RTBF durant la période Covid, mais nous n'avons jamais parlé de sa gestion immobilière…qui est aussi foireuse.
À l'heure où pleuvent les taxes pour tenter de renflouer le bateau Belgique, la série de Gabelgie (contraction de gabegie et Belgique) prend de l'ampleur.
On a longtemps parlé du paquebot Reyers.
Pour le côté historique, l'artère s'appelait boulevard Militaire, en lien avec l'ancienne fonction de terrain de tir national sur le site. Pas de hasard.
Des kilomètres de couloirs, une tour plantée sur le boulevard Reyers…
Eh bien ce paquebot, on ne va pas le transformer en musée ni en lofts : on va surtout le raser, après avoir fait exploser les budgets pour tout reconstruire juste à côté.

Derrière le joli mot Mediapark
D'abord la Région bruxelloise qui rachète le site RTBF–VRT, 19 hectares, pour un montant estimé entre 150 et 200 millions d'euros afin de lancer le nouveau quartier. Acte posé par onze Rudi Vervoort.
Ensuite la RTBF avec Media Square, le nouveau siège, était annoncé à 187 millions. Avec l'inflation et les retards, on arrive aujourd'hui à environ 236,5 millions : 179 pour l'immeuble, 57,5 pour la technologie, officiellement « auto-financés » via dotation, économies internes et vente du terrain.
Donc une augmentation substantielle due à des incertitudes. Il y a une action en justice de 112 millions en cours intentée par des prestataires de service qui ont été victime des tergiversations décisionnelles avec à la clef, un solide retard. La routine quand il s'agit du bâti public.
À cela s'ajoute la Maison des médias Frame qui accueille Molengeek et BX1 et qui pour le reste sonne creux avec de l'écho car il est vide. Un premier bâtiment public à plus de 20 millions d'euros, cofinancé par la Région et l'Europe.

La VRT aussi
La VRT suit le mouvement : un nouveau siège d'abord budgété à 122 millions, qui grimpe autour de 133–150 millions, avec 10 millions de subside européen pour le côté durable.

La gabegie de canaux de diffusion
Aujourd'hui, la RTBF, c'est grosso modo quatre chaînes télé, neuf radios et deux grosses plateformes numériques maison, Auvio et RTBF Actus pour une population de 4,5 millions de francophones.
La RTBF emploie aujourd'hui autour de 2 400 à 2 500 personnes au sens large, tout statut confondu, avec environ 1 800 à 1 900 salariés internes dans les chiffres officiels récents. De la pure folie.

L'addition svp
Résultat. Quitter Reyers sans quitter Reyers, on arrive à plus d'un demi-milliard d'euros d'argent public et parapublic entre le terrain, les deux sièges et les équipements du quartier.
Le vieux paquebot va disparaître. Durée des travaux prévus = 4 ans.
On croit rêver. La tour sera recyclée mais personne ne sait en quoi.

Reste une question pour l'auditeur ou le téléspectateur qui voit ses factures grimper : fallait-il vraiment dépenser autant pour les télévisions publiques financées effectivement par le citoyen. Dans une période, qui plus est, très défavorable aux médias internationaux qui réduisent considérablement la voilure. La Belgique dépense sans vraiment, bien, compter. Une ineptie.

Une commission ?
Si un mec comme Charles Alloncle veut venir se détendre en Belgique avec une petite enquête, il y aurait de quoi rire ou pleurer pour la gestion de notre INR. Je le logerais chez moi pour éviter les frais.
Et on peut aussi rappeler qu'il fût un temps durant lequel l'émission de Jean-Claude Defossé, Le Journal de Travaux Inutiles, faisait de belles audiences. Charité bien ordonnée commence par soi-même…

Pietje SCHRAMOUILLE (BAM !)
28/06/2026

Les opinions exprimées dans cette tribune n'engagent que la responsabilité de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles de BAM !

Illustration de BAM !

Sources :
236 millions d'euros pour Media Square : Jacqueline Galant réclame des résultats concrets à la RTBF
Un litige à 112 millions d'euros autour du nouveau siège de la RTBF
Le nouveau siège de la RTBF coûtera plus cher que prévu | 7sur7.be

---

Les nouveaux (et éternels) codes de la propagande

Oubliez Goebbels et les slogans martelés d'en haut, la propagande la plus puissante monte aussi d'en bas, instinctive et collective, une véritable « respiration de la société » qui soude gouvernants et gouvernés dans un même récit. Des narratifs sur l'Ukraine et l'Iran à la « douce soumission » du temps du Covid, elle frappe d'abord ceux qui s'en croient les mieux protégés : les élites politiques, intellectuelles et médiatiques.



© DR

« J'ai découvert la clef de l'histoire : la lutte des classes ! », s'était écrié Karl Marx saisi par une illumination après des années de réflexion. « J'ai découvert la clef de la propagande ! », pourrais-je m'exclamer à mon tour. C'est la respiration de la société et elle est aussi vitale que terriblement banale. Elle ne consiste pas à répéter des slogans pour imposer une politique, mais à capter, à attiser et à faire circuler la violence collective latente pour fortifier le pacte social.
La propagande ne vient pas d'en haut, dans le genre de Goebbels ou des dictateurs sans visage de George Orwell qui martelaient leurs slogans, mais elle vient d'en bas. Ou plutôt d'une manipulation inextricable qui va dans les deux sens, de haut en bas et de bas en haut. Comme d'ailleurs de droite à gauche et de gauche à droite, rassemblant dans une même croyance et, la plupart du temps, le même discours de haine, les élites et le peuple, les gouvernants et les gouvernés.
La propagande n'a pas de règles mais elle a une logique. C'est un rituel collectif, une union sacrée qui englobe tout le monde. Une passion instinctive et autocréatrice qui se nourrit et s'émerveille d'elle-même, tout en permettant de repérer et d'exclure impitoyablement tous les mal-pensants et les contradicteurs. Elle correspond parfaitement, dans la vie de tous les jours, à ce sentiment d'appartenance et de fraternité analysé par le médecin et psychologue français Gustave Le Bon (1841-1931), qui s'empare d'une foule hurlante et lui donne un sentiment d'euphorie et de joie. « Dès qu'une personne rejoint un groupe, disait-il, son QI diminue considérablement. Afin d'être reconnus, les individus sont prêts à abandonner le bien et le mal et à utiliser leur QI en échange d'un sentiment d'appartenance qui leur permet de se sentir plus en sécurité. »
Pourquoi les opinions européennes sont-elles aussi désinformées sur les deux grands conflits qui se déroulent aujourd'hui dans le monde, en Ukraine et en Iran et, plus largement, au Proche-Orient ? Pourquoi le troupeau avance-t-il en bon ordre, sûr de son bon droit, et sans se poser de questions ? Pourquoi la liberté de penser est-elle plus suspecte et plus menacée que jamais, du moins en Europe ? Comment l'Union européenne a-t-elle osé sanctionner, hors de toute procédure et de manière totalement arbitraire, deux analystes dont l'esprit critique lui déplaisait ? Notre ami et chroniqueur Jacques Baud et l'essayiste français Xavier Moreau, installé depuis un quart de siècle à Moscou, où il a été élu brillamment, dimanche 31 mai, lors des élections consulaires des Français en Russie et en Biélorussie ?

L'égyptologue Christian Jacq parle de « la force terrifiante de l'air du temps » qui alimente le conformisme ambiant et inspire les fameux « narratifs » qui racontent, en la faussant et en la réinventant, l'histoire en marche qui se déroule devant nos yeux. « Tous n'en mourraient pas mais tous étaient atteints », disait La Fontaine dans *Les Animaux malades de la peste*. Tous ne meurent pas aujourd'hui des effets de la propagande, la plupart en jouissent au contraire dans une douce soumission comme au temps béni du Covid, mais tous en sont atteints. Et les plus atteints, forcément, sont ceux qui s'en croient les mieux protégés : les élites politiques et intellectuelles, les responsables économiques et financiers, les dirigeants politiques, les acteurs culturels, les artistes, les médias traditionnels… Bref tous ceux qui, comme aurait dit Gustave Le Bon, vivent dans l'exaltation et le confort rassurant de la foule et qui sont absolument imperméables au doute et même au questionnement.

Neuropsychiatre et psychanalyste, théoricien de la résilience et auteur prolifique, Boris Cyrulnik n'a cessé d'explorer les liens et les interactions humaines qui s'organisent, en particulier, selon les hiérarchies sociales et les contextes historiques. Né à Bordeaux de parents juifs déportés et disparus pendant la guerre et ayant échappé par miracle, ou plutôt par instinct de vie, à 6 ans, à une grande rafle dans la synagogue de la ville, le 10 janvier 1944, Boris Cyrulnik insiste dans un livre récent, *Quarante voleurs en carence affective* (Odile Jacob), sur le pouvoir des mots. « Nous, hommes naturels vivant parmi les animaux, devenons surnaturels grâce à notre aptitude à fabriquer des outils et des récits. Les machines que nous inventons modifient l'environnement qui sculpte notre cerveau. Les histoires que nous racontons créent un monde de mots qui donnent forme à des croyances qui gouvernent les sociétés. L'élan vers l'autre, l'amour, la haine, la solidarité et les guerres construisent nos identités individuelles et nationales. »
Autant dire que tout est construction et que c'est la base même de toutes les sociétés et de toutes les civilisations, n'en déplaise aux éternels déconstructeurs à la Derrida. Et qui dit construction dit aussi propagande. Car si les mots sont tout-puissants, comme l'explique Boris Cyrulnik, ils ne peuvent être neutres. Ils fabriquent un paysage, une atmosphère, des modes de vie, des comportements, toutes les réalités humaines. Ils créent aussi et surtout des rapports de force et des valeurs de toutes sortes – politiques, culturelles, religieuses, économiques – qui sont ensuite intériorisées par l'ensemble de la société.
Existe-t-il un grand ordonnateur ? Existe-t-il un grand leader donneur d'ordres, un chef d'orchestre, un démiurge qui impose sa loi ? Boris Cyrulnik remarque que, par un curieux paradoxe, ce sont surtout les élites qui sont les plus obéissantes et les plus prescriptives, souvent les plus ardentes et les plus partisanes. Plus

éduquées et plus cultivées, mieux loties financièrement et sociologiquement, elles adhèrent naturellement au discours dominant et, par un réflexe de classe, elles le récitent avec plus d'élégance et plus de dévouement que le peuple. « C'est difficile de penser à contre-courant, remarque Boris Cyrulnik, alors qu'il est facile de se laisser porter par la doxa, la pensée paresseuse qui nous procure plein d'amis avec lesquels nous pouvons partager les joies de l'appartenance. »

C'est cette triste logique qui est à l'œuvre aujourd'hui, dans les deux grands conflits qui déchirent la planète. D'un côté l'Ukraine et, de l'autre, ce « Grand Proche-Orient » comme disait George W. Bush – qui prétendait le redessiner et le régenter – qui regroupe tous les pays arabes pour aboutir sur l'immensité de l'Iran. Des terres de sang et de souffrances ravagées par la violence occidentale provoquée par Israël et masquée, plus que jamais, sous les oripeaux de la démocratie et des droits de l'homme. Pourquoi les opinions occidentales acceptent-elles sans autre les narratifs du président américain Donald Trump et de son comparse, le premier ministre Benjamin Netanyahou, visé depuis le 21 novembre 2024 par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis à Gaza ? Comment l'information peut-elle être de plus en plus manipulée et verrouillée, dans l'indifférence ou plutôt dans l'inconscience générale, alors que l'Internet promettait au contraire une ère de liberté et d'ouverture ?

Unless you become the media, you never know the truth, a redit récemment Elon Musk, en dénonçant la chape de plomb et le silence de mort entourant l'assassinat d'un jeune étudiant anglais par un homme sikh, à Southampton. Un meurtre dans des circonstances horribles, la victime agonisante ayant été menottée par les policiers convaincus que le meurtrier n'avait fait que répondre à des insultes racistes comme il le prétendait. Mais la plupart des gens, aujourd'hui encore, ne songent pas à devenir les médias, c'est-à-dire à devenir leur propre maître, leur propre esprit critique. Ils continuent d'écouter en boucle, ils continuent de réciter, ils continuent de faire confiance…
J'ai croisé par hasard deux amis dans la rue, cette semaine à Genève, et on a parlé quelques minutes de la situation en Ukraine et en Iran. L'un est avocat, l'autre médecin, les deux sont intelligents, brillants, mais ils vivent surtout dans leur bulle, l'un pour les dossiers de ses clients et l'autre pour ses patients. Ils ne s'intéressent pas vraiment aux événements géopolitiques, mais ils les suivent un peu et, comme ils ne sont pas tombés de la dernière pluie, sont persuadés de tout savoir et de tout comprendre.
Ils écoutent les news dans leur voiture, dix ou quinze minutes, en allant au travail le matin et ils regardent les news à la télé, le soir, sans imaginer une seconde que ces médias sont orientés et orientant. Qu'ils ne délivrent qu'une information pauvre et discutable. Ils se flattent tous les deux de ne pas aller sur Internet – où tous les analystes qui comptent se retrouvent pourtant désormais – croyant que c'est le repaire des complotistes et de tous ceux qui affirment que la terre est plate et que les martiens ont déjà débarqué. Ils ont surtout, l'un et l'autre, le sentiment glorieux de résister à la propagande !

Robert HABEL (L'Impertinent)
21 juin 2026

Charlie Hebdo, ou comment un journal né dans la contestation a fini par siéger à la table du pouvoir



Nous étions au Festival Nexus les 27 et 28 juin 2026, au château Grévy à Mont-sous-Vaudrey dans le Jura. Alors un coup de projecteur est nécessaire sur cet hebdomadaire [Charlie Hebdo] qui, sous couvert d'irrévérence permanente, a viré establishment et s'est rapproché des cercles du pouvoir qu'il prétendait combattre.

Aux côtés de milliers de participants (3 500 selon les organisateurs, jusqu'à près de 4 000 selon certaines estimations), dont des médias comme *Kairos – nous mêmes*, *Tocsin*, *Réseau International*, et des intervenants tels que Philippe Bobola ou Jean-Dominique Michel. Deux jours de bienveillance, d'avis divergents mais respectueux, dans une ambiance familiale et constructive. Les gendarmes présents ont eux-mêmes qualifié l'événement de calme et pacifique. Trois jours plus tard, *Charlie Hebdo* titrait : « Festival Nexus : la première kermesse des complotistes s'enracine dans le Jura », amalgamant l'ensemble des participants en « gourous », « propagandistes pro-russes » et « marchands de vérités alternatives ». Peu de citations contextualisées, pas de témoignages positifs, et une grille de lecture préétablie.
Qui, du festival populaire ou de l'hebdomadaire qui le couvre sans enquête de terrain approfondie, s'est le plus éloigné de l'esprit de contestation ?
Un journal qui se revendique satirique et libre doit appliquer son regard critique à lui-même. Si être « libre » signifie interroger *tout* pouvoir, donner la parole aux points de vue minoritaires plutôt que les caricaturer en bloc, et privilégier le débat à l'anathème, nous sommes pour. L'article de Charlie Hebdo sur le festival Nexus ressemble davantage à une opération de disqualification idéologique qu'à du journalisme.

Le tournant Philippe Val : vers une normalisation et intégration au pouvoir
L'Observatoire Acrimed documentait dès 2008 la « normalisation » de *Charlie Hebdo* : réorientation éditoriale ciblant prioritairement l'islamisme et les mouvements altermondialistes, avec des amalgames fréquents. Sous Philippe Val (rédacteur en chef puis directeur), le journal soutient le « oui » au traité constitutionnel européen de 2005. Val vire le dessinateur Siné en 2008 dans des conditions contestées, puis quitte *Charlie* en mai 2009 pour diriger *France Inter* (radio publique), nommé dans l'orbite de Nicolas Sarkozy via Jean-Luc Hees. Un passage symbolique du journal contestataire à un poste institutionnel de premier plan.

Succès financier, tensions internes et « business »
Après les affaires des caricatures de Mahomet et surtout l'attentat de janvier 2015, *Charlie* explose : de ~10 000 à plus de 200 000 abonnés en quelques semaines, avec des recettes exceptionnelles. Des dividendes importants ont été distribués à certains dirigeants (dont Val et Cabu dans les années précédentes). Des départs emblématiques comme celui de Luz ont révélé des tensions internes sur la gestion et la ligne

éditoriale. Un journal qui dénonce le « modèle économique du complot » gère lui-même des flux financiers conséquents et des dynamiques de pouvoir classiques.

Une liberté d'expression à géométrie (très) variable

Charlie Hebdo se pose en étendard absolu de la liberté d'expression, notamment après 2015 avec le slogan « Je suis Charlie ». Pourtant, cette défense semble sélective. Le journal a multiplié les procédures judiciaires (une cinquantaine depuis 1992), y compris contre d'autres médias ou journalistes critiques. Il a été accusé de censurer en interne (affaire Siné) et de ne pas toujours tolérer la critique lorsqu'elle le vise.

Dans le cas du Festival Nexus, il n'y eut aucun droit de réponse préalable, aucun contact avec les organisateurs, aucun témoignage des participants ordinaires ou même des forces de l'ordre présentes. Le procédé est bien connu des organes mainstream : décider d'abord de la conclusion (« kermesse des complotistes »), puis rechercher et sélectionner les faits qui l'illustrent, au besoin en les extrayant du contexte. Cette approche contraste avec la posture historique de défense intransigeante de la satire et du débat, même provocatrice. La liberté d'expression vaut-elle seulement quand *Charlie* parle, ou aussi quand des citoyens ordinaires se réunissent pour débattre d'autonomie, de santé, ou de médias alternatifs ?

Cette géométrie variable affaiblit la légitimité de ses anathèmes. Critiquer des thèses discutables (présentes dans tout grand événement) est légitime, mais amalgamer des milliers de personnes en « lobotomisées » sans nuance l'est nettement moins.

Plutôt que le débat, *Charlie* privilégie souvent l'anathème ou les tribunaux. Sur Nexus : focus sur les figures les plus controversées (ex. Thierry Casasnovas) pour disqualifier l'ensemble, sans rendre compte de la diversité des ateliers (réécriture constitutionnelle, médias alternatifs, solutions concrètes). Le festival proposait aussi des concerts et des stands dans un esprit de « penser, comprendre, rire, agir » très loin de la « foire aux gourous » décrite.

Du côté du festival : la réalité du terrain.

Nous y étions (Kairos) durant les deux jours, ce fut une ambiance chaleureuse, des échanges respectueux, des participants de tous âges et milieux. Des milliers de citoyens en quête d'outils face à la défiance envers les institutions. Oui, des invités sulfureux et des idées controversées existent, comme dans n'importe quel grand rassemblement politique, culturel ou militant. Mais l'amalgame global ignore la bienveillance constatée et réduit le débat public à une chasse aux sorcières.

Kairos et d'autres ont parfois leurs propres légères dérives inhérentes à tous les médias ayant leur idéologie (documentées y compris par la gauche critique). Cela n'autorise pas à criminaliser par étiquette un événement populaire.

Conclusion

Un journal né dans la contestation, dont l'ancien directeur finit à la tête d'une radio d'État ; qui a connu les mêmes réalités financières et internes qu'il dénonce, qui répond à la critique par l'anathème plutôt que par le contradictoire et qui couvre un rassemblement de plusieurs milliers de citoyens sans leur donner la parole… conserve-t-il la légitimité de distribuer des brevets de « complotisme » ?

La question mérite d'être posée, non pour clore le débat, mais pour l'ouvrir vraiment, précisément ce que l'article de *Charlie Hebdo* n'a pas fait. Nous invitons à la lecture croisée, aux témoignages directs du terrain, et au retour au pluralisme plutôt qu'aux procès d'intention.

Serge VAN CUTSEM
02/07/2026 (Kairos)

Xenia Fedorova et le journalisme d'état-major

Du temps du roi Louis-Philippe et de l'empereur Napoléon III, un journaliste s'honorait d'un séjour à la prison Sainte-Pélagie lorsqu'il commettait un article que le pouvoir jugeait trop caustique – Armand Carrel, Henri Rochefort, Jules Vallès y furent incarcérés. Sous M. Emmanuel Macron, un reporter monte en grade s'il sait indiquer aux autorités qui enfermer, censurer ou expulser *« pour atteinte aux intérêts fondamentaux de l'État »* et *« menace grave à l'ordre public ».*

C'est en effet pour ces motifs que le ministre de l'intérieur Laurent Nuñez a ordonné le 29 juillet dernier l'expulsion de Xenia Fedorova, journaliste de CNews, chroniqueuse du *JDNews* et ancienne directrice de la chaîne prorusse RT France, elle-même interdite par la Commission européenne en 2022. La sanction a ceci d'original qu'elle couronne une intense campagne de presse menée depuis mai dernier par des médias – *Le Monde,* France Inter, *Libération* – alignés sur la politique européenne et atlantiste de M. Macron. À lui seul, le quotidien vespéral publie entre le 26 mai et le 20 août 2026 une vingtaine d'articles contre *« la plus influente propagandiste du Kremlin en France »,* proche de surcroît du milliardaire d'extrême droite Vincent Bolloré. Sur France Inter, Patrick Cohen consacre lui aussi sa chronique politique matinale à *« la plus influente propagandiste d'un pays désormais hostile à la France »* (28 mai), cependant que les intervieweurs tentent de convaincre l'invité du jour, M. Édouard Philippe, de réclamer à son encontre *« une OQTF »* – obligation de quitter le territoire français.

Quatre jours plus tard, toujours sur France Inter, c'est M. Nuñez que Benjamin Duhamel somme d'expulser la journaliste russe (1er juin). Mediapart entre également dans la danse. Puis Reporters sans frontières, dont le directeur général s'indigne qu'une étrangère puisse se consacrer sans vergogne au *« dénigrement de la France et de ses dirigeants »* (*Le Monde,* 6 juin). Fin juillet, le gouvernement cède aux sommations médiatiques et ordonne l'expulsion de la chroniqueuse qui fait trembler la septième puissance mondiale. *Le Monde* applaudit dans un éditorial *« une salutaire clarification »* (31 juillet). Et publie la nouvelle doctrine du ministre des affaires étrangères en matière d'information : le journalisme d'état-major. Contre les *« adversaires de la démocratie »* et les *« professionnels de la subversion »,* explique M. Jean-Noël Barrot, *« comprendre ne suffit plus : il faut riposter et dissuader »* (20 août).

Lorsqu'il s'agit de la Russie et de la guerre en Ukraine, la symbiose du pouvoir et du contre-pouvoir est totale, et le débat public inexistant (1). Les responsables politiques tremblent d'être taxés de prorusses ou de munichois s'ils ne s'alignent pas sur les positions jusqu'au-boutistes défendues de Mediapart au *Figaro,* en passant par les médias du bloc central. Xenia Fedorova est-elle si talentueuse qu'elle pourrait à elle seule annuler l'impact des choix éditoriaux de presque toute la presse française, que relaient les décisions prises – ou entérinées en silence – par la plupart des responsables politiques ?

En réclamant l'expulsion d'une journaliste pour délit d'opinion, les médias traditionnels démontrent qu'ils ont raté le grand tournant de la décennie. Ils continuent d'agir comme si leur rôle consistait à soustraire une population immature à des points de vue susceptibles de la déstabiliser. Un peu à la manière de ces catéchèses qui canalisaient les jeunes ouailles pour le compte du clergé, ils servent d'auxiliaires à l'État pour corseter le débat public et délimiter l'espace de la dissidence. Ce paternalisme repose sur l'illusion d'une presse professionnelle détentrice du monopole de l'information, alors même que chacun peut accéder en quelques clics à des contenus russes facilement traduisibles en ligne et découvrir des points de vue jugés « subversifs » par le pouvoir. Ou se tourner vers des titres étrangers, y compris américains, pour entendre un autre son de cloche que la communication de Kiev servie en France depuis quatre ans. Cela aussi, faudra-t-il le proscrire ?

Xenia Fedorova offrait aux hallebardiers de l'atlantisme une cible facile : seuls les médias de M. Bolloré et quelques personnalités marginales lui ont manifesté leur soutien. Impatient d'expulser à tour de bras, le Rassemblement national (RN) n'a pas pris sa défense. S'il arrive au pouvoir, il saura se prévaloir d'une définition de la liberté d'expression inspirée de celle de M. Barrot. Et s'élever à son tour contre les « professionnels de la subversion » pour révoquer les visas des journalistes étrangers que les médias d'extrême droite désigneront comme ennemis de la France.

Serge HALIMI & Pierre RIMBERT (Monde diplomatique, septembre 2026)

(1) Lire « Les médias, avant-garde du parti de la guerre » et « Les nouveaux chiens de guerre », *Le Monde diplomatique,* respectivement mars 2023 et avril 2024.

« Libé » et « RSF » : une association de malfaiteurs qui donne le coup de grâce aux journalistes assassinés à Gaza.



L'ex-officier du Mossad qui dirigeait Libération est parti mais il a oublié ses bagages. Le quotidien, aidé par RSF de Ménard sans frontières, vient de publier un article infâme qui criminalise des journalistes assassinés à Gaza. La Hasbara, le propagande Israélienne se frotte les mains, rouges de sang.

J'ai des amis incurables qui continuent de lire « Libération ». Comme s'il s'agissait d'une feuille sérieuse. Quand, de leur point de vue, « Libé déconne encore », indignés ils téléphonent la nouvelle à leur cercle de potes. Et à moi aussi. Alors qu'on s'en fout puisqu'on sait que Sartre est mort et que ce « Libé-chéri » était naguère encore dirigé par un ancien officier du Mossad et qu'il est financé par Drahi, un supporter de Netanyahou. Il faut donc que le lanceur d'alerte, et idiot inutile, copie l'article – inique objet de son ressentiment – puis le balance sur WhatsApp pour que la boue arrive jusqu'à nos yeux. Mes yeux.

Disons que cette fois l'indigné n'a pas tort : Libé à « encore déconné ». Dans un article qui sent la sueur de la Hasbara, l'usine qui forge la propagande israélienne, papier alimenté aussi par les bas sentiments des publicistes de Reporters sans Frontières, le quotidien de Sartre nous régale d'une double titrée « Gaza journalistes ou combattants ? ». Le tout signé par Brice Le Borgne dont j'ai vérifié qu'il n'a traversé le boulevard périphérique que pour partir en vacances depuis Roissy. Pourtant cet omniscient, s'il fallait croire son article de bazar, sait tout des secrets de Gaza. Interrogé par le scrupuleux Le Borgne, RSF – pourtant tout aussi aveugle sur Gaza –, est formel : on a obtenu « La confirmation du rôle des reporters tués au sein de groupes armés implique qu'ils ne peuvent plus être considérés comme des journalistes ». Même pour une fanfare d'influenceurs inventée par l'exemplaire Robert Ménard, voilà qui fait fort : des fonctionnaires d'une association, RSF, financée par de l'argent américain et israélien, entendent nous dicter la loi. Celle du qui est journaliste. Ou pas. S'il ne s'agissait de confrères morts, on pourrait rire dans le cimetière. Celui creusé par « Libé-RSF ».

Comme l'article de monsieur Le Borgne se veut sérieux, soyons-le aussi. Cet immense arbitre de la profession, si j'ai bien compris, exclut du journalisme toute femme ou tout homme qui aurait un semblant de lien avec le sujet qu'il entend nous décrire. C'est sans doute ce que devant un Coca sans sucre, lors d'une conférence de rédaction, il nomme la « neutralité », « l'objectivité ». Et Le Borgne, prié de trier entre les mauvais et les bons morts biffe les noms de confrères assassinés au prétexte que le Hamas a déploré leur décès, publié une nécrologie. Je vous jure que ce justicier a vraiment fait ça. Puisque ce monsieur est aussi un scientifique vétilleux, il nous établit un nouveau bilan des « vrais » journalistes morts à Gaza. En renvoyant les faux vers l'enfer vert du Hamas. Pour savoir tout cela, être aussi riche en informations vérifiées, Le Borgne se base sur une usine à gaz nommée, par lui-même, « CheckNews ». Un truc inventé par « Libé » pour démêler le vrai (ce que dit l'ex-quotidien de July), du faux (ce que disent ceux qui ne sont pas d'accord avec le journal). Autrement dit, au risque de choir, ce publiciste se fait la courte échelle entre « Libé CheckNews » et « Libé menteur ordinaire ». Existait déjà le Cirque d'Hiver, voici donc celui d'été.

N’étant pas un ex officier du Mossad, mais plutôt une de leurs cibles, je n’ai pas la possibilité de suggérer un sujet d’article à Libération. Pourtant écrire une saga affirmant aujourd’hui qu’Albert Camus, Hubbert Beuve-Méry, Pierre Brossolette, Emmanuel d’Astier, Claude Bourdet, Georges Altam, Jean-Toussainy Desanti, Jean Guéhenno, Jean Paulhan, Jacques Decour, François Mauriac – pardon pour les anonymes mais je ne nomme que les célébrités – que ces hommes, ces journalistes résistants « n’étaient pas de vrais journalistes », j’attends devant l’imprimerie de Libération le numéro dénonçant ces salauds. J’attends aussi que « Libé » exige la mise à la porte du Panthéon ceux qui peuvent indûment s’y trouver.
En seconde semaine Libération et les collaborateurs de RSF (donc financés par les USA, l’Europe et Israël) pourront nous régaler, cette fois par les journalistes ayant écrit et combattu en Espagne. Gorges Bernanos, André Malraux, Ernest Hemingway, George Orwell, Martha Gelhorn, Robert Capa, Gerda Taro, Herbert L. Matthews, Mikhail Kolsov, John Dos Passos, Louis Fischer, Jay Allen, Josephine Herbst, George Steer, Joseph Kessel, Elya Ehrenbourg sans compter les héros de la presse espagnole antifranquiste et des dizaines, là aussi « d’anonymes ». Voilà, pour le Brice de « Libé » des vies, des œuvres à passer au « newschecker ».
Car il ne faut pas mollir cher caïd, il faut retirer de la liste tous ces confrères résistants en Espagne, résistants en France et qui, selon le tribunal de « RSF-Libé », ne méritent pas leur gloire. Manquerait plus que l’on appelle « journalistes » des types qui se mêlent de combattre la barbarie.

Jacques-Marie BOURGET
29 août 2026 (legrandsoir)

Daoud, Sansal, ou l’art d’honorer des tristes sires dont vous ne voudriez pas pour gendres



Deux scribes algériens essuient leurs semelles sur Gallimard

Avec ce texte de notre ami Jacques-Marie Bourget, on pourrait croire que Le Grand Soir chasse désormais sur les terres de « La Grande Librairie ».
Pas du tout ! Là aussi, il s’agit pour lui et nous de « donner à lire » des informations qui touchent à la morale, à la vérité, au respect des autres, aux droits des femmes, à la probité…
En France, les prix et les honneurs, l’argent, vont, y compris dans le domaine de l’édition, aux individus qui servent une cause, un cause qui ne déplaît pas à Bolloré.
Daoud et Sansal sont des instruments de propagande qui seraient montrés du doigt par ceux-là même qui les promeuvent s’ils s’étaient placés du bon côté de l’Histoire.

Le Grand Soir
Boualem Sansal est devenu le Tintin de l'édition : on suit ses aventures. Membre du comité de rédaction de la revue identitaire « Frontières », supporter de Retailleau qu'il entend pousser de « Beauvau à l’Élysée », Sansal est devenu le traître d'une comédie qui n'est pas drôle. Son ami Daoud, lui, incendie Annie Arnaux, auteur Gallimard comme lui, parce qu'elle a, à Saint Denis, soutenu « l'islamo-gauchisme » de Mélenchon. Ces deux néocoloniaux sont bien utile aux heures brunes qui s'annoncent.

L'intelligence artificielle devrait être d'un grand secours pour les maisons d'édition. Ainsi, avant de signer un contrat avec un génie pour demain, les industriels du livre pourraient mieux connaître le passé de leur recrue. En pratiquant ainsi, Gallimard se serait épargné quelques paires de gifles, aujourd'hui celles de Boualem Sansal et sans doute d'autres à venir. Ce sont actuellement deux publicistes Algériens (1) qui mettent le souk dans l'honorable cathédrale des mots sise rue Sébastien Bottin. Et sèment le rififi, ce qui est normal pour des garçons de plume nés pas si loin du Rif.

Commençons par Boualem Sansal, clown désormais attaché au cirque Retailleau, et bien utile en cette canicule puisqu'on peut l'assimiler à un climatiseur : un frais de campagne. J'ai déjà écrit comment avec ma désespérément regrettée Warda, tenant chacun une aile du livre par la main, nous avons jeté « 2084 », l'opus de Boualem, à la poubelle, et refermé le couvercle pour ne pas qu'il s'en échappe. Avec l'auteur algérien, qui fait évoquer « Thomas l'imposteur » en moins tragique, il y a toujours un mensonge, une trahison, voire une ignominie en cours. Cet homme a tant d'imagination qu'il pourrait un jour finir sa vie comme romancier, sa rencontre avec la vérité n'étant que fortuite. Pour rester dans la légèreté, puisqu'il n'y a rien de sérieux –sauf l'extrême droite – chez ce pirate, Boualem fait aussi penser à ce personnage joué par Belmondo : « Le Magnifique », cette machine à écrire qui ment et la tête qui délire.

Après nous avoir éclairé révélant que l'Algérie était le Maroc, Sansal, interview après entretien, face à une presse taillée dans un tapis de prière, nous a raconté la vue rêvée de Boualem. Sans jamais prononcer une syllabe sur sa longue collaboration de haut fonctionnaire avec le « régime » algérien. Pour faire vite, résumons. Sort de la bouche de Boualem le fait que son père était « un Marocain d'origine juive qui finira sa carrière comme harki chez les Français. Et sa mère une tenancière de maison close ». Voilà ce que les journalistes qui écrivent avec un plumeau, et Gallimard, ont longtemps gobé.

Lassé des insultes par rebonds, celles qui touchaient leur famille et son passé, la tribu des Sansal s'est un peu énervée et décidé de répliquer lors de la réunion de cousinade du dernier Aïd.

Dans un long article de « La Voie d'Algérie », bien sûr non repris en France, la fratrie Sansal crie « Halte au feu » : « Le père de Boualem n'était ni marocain ni de confession juive et n'a jamais été harki : il est mort dans un accident de voiture le 9 mai 1950, quatre ans avant la Guerre de libération. Sa mère n'a jamais été une tenancière de bordel. Après la mort de son mari, elle a trouvé un emploi de femme de ménage à Tiaret avant de rejoindre l'hôpital Mustapha d'Alger où elle deviendra infirmière salle Bichat. Elle s'est remariée avec Ferhat, un cheminot qui l'a beaucoup aidée pour élever ses quatre enfants, dont Boualem. Notre famille, originaire de Teniet El Had a fondé la zaouïa (2) de Sidi Boutouchent. Notre nom de famille, Sansal, a été forgé par l'administration française. L'aïeul de la communauté cultivant un terrain à Salsal, le fonctionnaire ne s'est pas fatigué et trouvé simple d'écrire "Sansal" sur le registre d'état civil. »

« Nous nous honorons de compter chez nous des héros combattants de la Guerre d'indépendance. Aâmi, oncle de Boualem, a déserté de l'armée française à Montpellier pour se rendre en Allemagne. A participé à un attentat avant de rejoindre le maquis. Zohra, autre cousine, a combattu sous le nom de guerre de "Salima". Ahmed Sansal fût aussi un moudjahid et son frère Saïd, lui, est mort sous la torture de l'armée tricolore. Voilà à quel passé Boualem s'attaque quand il ment, nous insulte et insulte nos morts. »

Certes, il ne faut pas confondre Gallimard avec la DGSE ou la préfecture de police mais, en tant d'années de compagnonnage, d'amitié avec la Maison, que personne ne se soit interrogé sur la vraie histoire de Boualem est un oubli fâcheux. Personnage que rien ne rebute puisque lors d'un entretien récent, à la question « que souhaitez-vous que décide en premier le futur président en 2027 », Boualem prononce tranquillement ces mots : « une loi interdisant aux élus de mentir ». Peut-être va-t-il imposer son crédo à Retailleau jadis coincé dans le truquage de l'émission de télévision « Intervilles ».

Avec Kamel Daoud, autre Algérien grandissant sous la serre Gallimard, nous restons dans le mensonge, mais quittons le bouffon, le rigolo. Daoud c'est Camus qui revient sur terre, la résurrection du mythe est décisive : Daoud peut sauver la France et même le monde de la noyade islamiste qui l'attend, le « grand remplacement » etcétéra. L'islamisme est son fonds de commerce. Un monde qu'il connaît très bien pour avoir été lui-même militant barbu. Et il n'y a rien de plus radical qu'un converti. Il doit sa gloire à une imposture, la publicité qu'il a donnée aux « Viols de Cologne » (3). Une « fake news » montée par l'extrême droite allemande qui voulait faire croire à cette horreur. Celle d'immigrés, forcément bruns, abusant en masse de femmes blondes et blanches. C'était faux mais pour Daoud la gloire était faite : « Voilà, par essence, les commentaires d'un homme du bâtiment puisque lui-même est arabe ». Dans son texte ignoble, Daoud laisse entendre, sans oser le dire clairement, que le musulman aime assez à martyriser les femmes. Oubliant que lui-même a été condamné à Oran pour avoir frappé la mère de ses enfants à coups de bâton « ferré ».

Là aussi toutes ces informations, sur la vraie nature du Daoud, n'ont franchi ni la rue Bottin-Gallimard, ni les cerveaux du Prix Goncourt, ni ceux des journalistes reluisants. Daoud est vraiment un type au poil, le courageux cousin que l'on souhaite avoir, un homme sans défaut, à l'inverse de ce qu'écrivait Musil. Bon.

Pourtant y a des bémols. Toujours des bémols ou des dièses. Il est poursuivi à Paris par Saâda Arbane, une Algérienne qui a eu la gorge tranchée par les djihadistes, mais a survécu. Soignée par la seconde épouse de Daoud, une psychiatre, Saâda accuse Daoud d'avoir pillé son dossier médical pour écrire « Houris », dont l'aveuglement et l'inhumanité du lobby politico littéraire français a fait un Prix Goncourt. Certes, tout comme son frère Sansal, Daoud est un saint. Mais avant de l'être faut-il avoir été « bienheureux », et Daoud s'il l'est, lui, a rendu une femme très malheureuse : Saâda Arbane.

Quittant le mensonger Daoud, auteur en opuscule d'un éloge de la trahison, revenons au souk et rififi chez Gallimard. Daoud a osé ce qui ne se fait pas : fusiller un écrivain de « sa » maison d'édition. Il s'agit d'Annie Ernaux, prix Nobel et auteure de la rue Bottin. Dans un article du journal d'extrême droite « Le Point » (dont il est la Grande Ourse), Daoud flingue la nobélisée avec bassesse, pratique où il excelle. Annie Ernaux ayant eu l'audace de participer au meeting de Mélenchon à Saint-Denis, Daoud voit vert : avec la Nobel, l'islamo-gauchisme est sur scène.

Daoud présuppose qu'Ernaux en meeting veut devenir le Malraux de Mélenchon ? L'Oranais qui ne sait rien de Malraux lui qui n'a que Macron comme ami et modèle politico-littéraire. Il y va pourtant de son couplet antiféministe et désobligeant. Quand on a frappé une femme avec une trique on peut se le permettre. Le keffieh que porte Ernaux lors de ce meeting ne plaît pas à Kamel qui a déjà écrit de nombreuses saloperies sur les Palestiniens. Pour lui, ce foulard est « le col Mao » des bobos de Mai 68. Mais n'évoque jamais les dizaines de milliers de morts de Gaza et de Cisjordanie. Si nombreux qu'on ne puisse plus les compter : les chairs sont en poudre. Donc Ernaux est « accoutrée », « déguisée » et ferait mieux de s'occuper du Soudan que de Gaza. Ignorant que c'est l'Europe qui a créé un monde de haine au Moyen-Orient, et doit en être tenue responsable. Avec Gaza, Annie Ernaux « rejoue la dignité sur un cadavre d'une seule tragédie ». Plus loin le cogneur de femme ose parler de « ce vieux monde qu'il connaît et qui n'aime pas les femmes » ! Depuis Oran Nedja, son ex-épouse, doit apprécier cette parole d'expert.

Donc Annie Ernaux est stupide, idiote utile, une attardée du vieux monde. Car si Mélenchon gagne « le pays basculera dans un chaos où les Annie Ernaux devront se battre pour conserver le peu de liberté qu'on laissera au nom de la 'nouvelle France' ». Dicté par ses amis d'extrême droite, et l'idéologie du canard qui l'emploie, Daoud et son fusil à mots colle déjà Ernaux au Mur des Fédérés. Le tout dans un papier incohérent, mal écrit à l'encre de ses phantasmes. Ce qui montre qu'avoir été islamiste et frapper sa femme ne suffit pas pour donner de l'allégresse à une plume bien incapable de voler. Même en convoquant Orwell, lui aussi traître, il est incapable de s'élever.

Je ne suis pas Antoine Gallimard, et le regrette chaque jour, mais à sa place, puisque c'est un honnête homme, j'aurais mal pris un torchon aussi incendiaire qui, à la fois donne de la maison d'édition une image follement réactionnaire et constitue une insulte pour une grande autrice et Prix Nobel de la « collection blanche ». En fait Ernaux aussi a reçu son coup de trique. Et, comme Seberg le dit dans « À bout de souffle » : c'est dégueulasse.

Jacques-Marie BOURGET
22 juin 2026 (legrandsoir)

Notes

(1) https://lavoiedalgerie.dz/face-au-narratif-vehicule-par-lecrivain-sur-son-histoire-personnelle-la-famille-sansal-sort-du-silence/2026/10/00/#

(2) Les Zaouïa en Algérie sont des édifices religieux situés honorant la mémoire de saints musulmans et destinés à l'enseignement coranique et religieux. Elles sont affiliées à des confréries soufies.

(3) Cologne, contre-enquête. Éditions Fanon 2016. Réédition Anep 2024. Par Ahmed Bensaada ; préface de Jacques-Marie Bourget.